



DECLARATION PREALABLE CHSCT DU 2 octobre 2018.

**Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants de l'administration,
Chers collègues,**

Une mandature va bientôt s'achever. Elle a malheureusement été riche en événements dramatiques et nous avons vu les effectifs des Compagnies Républicaines de Sécurité sollicités comme jamais auparavant. L'usure de nos collègues est de plus en plus flagrante et c'est un miracle si certains, parfois, sont encore présents sur les rangs.

Monsieur le Président, il y a de moins en moins de collègues qui aspirent à rester dans nos rangs. Le nombre de mutations explosent !!! Monsieur le Président vos hommes sont usés !!!

Les causes de ce mal être sont nombreuses. La liste est longue et non exhaustive...

Un dédain continu de l'administration, une hiérarchie tyrannique comme à la CRS 57 qui oblige nos collègues à fréquenter plus souvent le médecin de prévention que les couloirs de la compagnie. Une hiérarchie qui préfère sanctionner que de prendre en compte les réelles interrogations des personnels au sujet des conditions de travail comme à la CAEIF. Une hiérarchie zonale SUD-EST qui ne tient aucunement compte des instructions de la DC CRS en matière d'avancement, la Compagnie autoroutière Rhône Alpes Auvergne en est la preuve. Une hiérarchie qui, en général, est plus préoccupée par la forme de ses galons que par l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail de ses subalternes. Et enfin des responsables des Directions Zonales, bien au chaud ou au frais selon les saisons, qui sont incapables de prendre des décisions préférant par là, ne pas mettre de grain de sable dans le bon déroulement de leurs carrières.

Nous tenons à rappeler encore une fois que les chefs de service ont certes une obligation de moyen en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail mais que cette obligation est également liée à une obligation de résultats. Force est de constater que certains sont bien loin de leurs objectifs dans cette matière pour ne pas dire qu'ils ne s'en soucient guère.

Que dire de PONDORLY, tantôt géré par la Direction Centrale des CRS, et quelquefois géré par la Direction Zonale des CRS Paris, dont l'ouverture a été plus que chaotique

Les officiers ne sont toujours pas hébergés (peut-être en 2019) avec un surcoût hôtelier non négligeable, la salle de sport n'est toujours pas ouverte, et ce depuis 4 mois.

La faute à qui ?

Que dire aussi des difficultés rencontrées par nos collègues au sein de la DZ CRS Paris. L'information n'est plus partagée, les consignes ne sont plus données au sein des services ; la centralisation zonale fait que plus rien n'avance.

La lecture des documents uniques des dernières années en est le principal reflet, puisque les observations formulées ne sont que très rarement prises en compte. On retrouve des projets réalisés qui ne sont pas demandés par les chefs de service et des projets à réaliser qui ne le sont pas.

ALLIANCE POLICE NATIONALE a souvent mis en garde sur les responsabilités du chef de service en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail. Nous avons déjà connu des plaintes en la matière. Il est maintenant à craindre une généralisation de cette pratique.

Un vaste chantier s'ouvre encore devant nous. Il va nous falloir gérer les véhicules à bout de souffle en maintien de l'ordre comme en compagnies autoroutières. Gérer également les bâtiments vieillissants que l'administration a trop longtemps négligés, entraînant de surcroît un plus gros entretien avec le surcoût que cela génère. Il faudra également se pencher réellement sur la manière de gérer les risques psychosociaux afin de redonner l'attrait que les plus anciens ont connu pour les Compagnies Républicaines de Sécurité car manager, c'est aussi commander.

A cela vient de s'ajouter récemment une baisse drastique des effectifs à venir comme nous en avons rarement connu. Certaines missions en maintien de l'ordre comme sur l'autoroute, comme en UMZ / DUMZ vont devenir de plus en plus dangereuses de par le manque de personnel. Nous prendrons pour exemple la D.U.M.Z. ROUEN qui bientôt ne pourra plus assumer ses missions.

Que dire de nos collègues montagnards qui assument leurs missions périlleuses sans faillir loin de leurs familles mais à qui on demande quand même de payer sur leurs maigres frais de mission les produits pour entretenir les locaux de l'administration.

Heureusement, dans ce triste bilan, tout n'est pas bon à jeter. En effet, nous nous félicitons de la création des SOC 1 et 2 en compagnie, lesquels sont un réel apport pour l'amélioration des conditions de travail et de sécurité de nos collègues en intervention.

ALLIANCE POLICE NATIONALE se voulait et se voudra toujours force de proposition au sein de cette instance. Plusieurs fois, nous avons formulé des recommandations afin d'améliorer les conditions de travail des personnels placés sous votre autorité.

Certaines d'entre elles ne coûtent rien. Mais malheureusement par l'effet d'un laxisme ambiant et continu, rien ou si peu de chose sont mises en place.

Nous vous remercions pour votre attention et demandons que cette déclaration soit annexée au procès-verbal.

Les représentants du personnel.